



agglomération *Castres-Mazamet*

Rapport d'activité 2006
Les finances

Les finances

Le compte administratif 2006 constitue le septième budget exécuté de la communauté d'agglomération de Castres - Mazamet.

Ces résultats peuvent être détaillés afin de déterminer les ratios d'épargne et le mode de financement des investissements.

Le compte administratif du budget principal

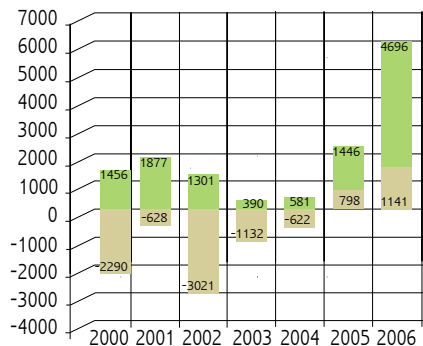
Le budget principal constitue un budget de projet qui retrace les grandes priorités de la Communauté en matière d'enseignement supérieur, de développement économique et de réseaux de communication.

L'évolution des grands équilibres

Sur la période 2001-2006, les résultats budgétaires des sections de fonctionnement et d'investissement des comptes administratifs ont été les suivants :

Évolution des résultats par section

en milliers d'€



■ Résultats budgétaires d'investissement
■ Résultats budgétaires de fonctionnement

Section de fonctionnement							
En milliers d'€	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Recettes de fonctionnement	27 341	29 512	32 073	31 868	31 234	31 548	31 582
Fiscalité	18 429	17 443	16 287	16 671	15 640	16 348	16 698
Dotations	8 702	10 124	12 901	13 059	13 250	13 176	14 379
Autres	211	1 947	2 885	2 137	2 342	2 023	406
Dépenses de fonctionnement	26 372	30 069	33 983	35 598	31 482	30 823	30 242
Personnel	469	2 549	2 724	2 582	2 758	2 968	2 047
Subventions	2 619	5 796	7 524	9 500	9 953	6 752	6 506
Charges de gestion	6 213	4 516	5 310	5 885	2 347	1 608	1 617
Atténuation de charges	17 047	17 031	16 717	16 719	14 838	18 122	17 945
<i>dont attribution de compensation</i>	14 592	14 592	14 278	14 278	14 497	16 410	16 138
<i>dont dotation de solidarité</i>	2 439	2 439	2 439	2 439	341	1 711	1 807
Intérêts de la dette	24	25	116	139	404	696	1 187
Autres	0	152	1 591	772	1 182	677	939

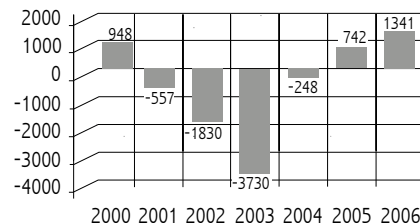
Ratios d'épargne							
En milliers d'€	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Epargne brute	984	- 557	- 1 830	- 3 730	- 248	724	1 341
Capital de la dette propre	57	52	56	195	254	310	330
Epargne nette (a)	927	- 609	- 1 886	- 3 925	- 502	414	1 011

Section de fonctionnement							
En milliers d'€	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Recettes d'investissement (b)	1 090	3 662	73	6 045	7 511	4 825	12 546
Dotations et participations	1 090	1 070	73	332	443	2 178	2 456
Emprunts réalisés	0	2 592	0	5 713	7 068	2 647	10 090
Dépenses d'investissement (c)	3 870	1 564	1 005	1 293	6 307	2 955	9 964
Variation du solde budgétaire (a+b-c)	- 1 853	1 488	- 2 818	827	702	2 284	3 593
Solde budgétaire	1 614	- 239	1 249	- 1 569	- 41	2 244	5 837

L'exercice 2006 confirme le redressement des ratios d'épargne, en particulier l'épargne brute, permettant de contribuer au financement l'investissement.

Evolution de l'épargne brute

en milliers d'€

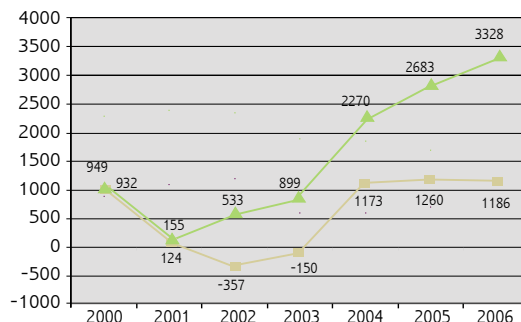


Toutefois, afin de permettre une analyse financière comparative, ces résultats budgétaires nécessitent un retraitement comptable des soldes de gestion en fonction de l'évolution de la réglementation comptable.

Evolution de l'épargne nette

en milliers d'€

- Epargne nette
- ▲ Excédent brut courant



La section de fonctionnement

En 2006, la Communauté a consacré près de 60% de ses dépenses aux reversements aux communes ; 40% des dépenses, soit un peu plus de 13 millions d'euros correspondent aux charges d'exercice de ses compétences.

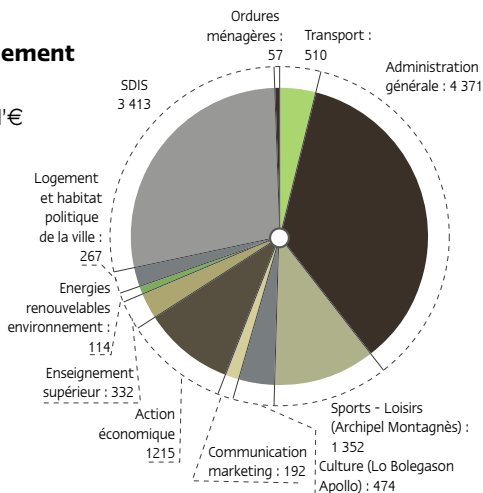
Les dépenses de fonctionnement

Par grands postes de dépenses, les faits notables au titre de la gestion 2006 peuvent se résumer dans le tableau ci-contre :

Par chapitres en mouvements réels en milliers d'€	CA 2005	CA 2006	2006/2005
011- charges courantes	1 607	1 617	+0,6%
012- personnel	2 968	2 047	-31,0%
<i>Cette baisse est consécutive à la création du budget annexe de l'Archipel</i>			
65- subventions	6 752	6 506	-3,6%
<i>Depuis la réforme de la M14 en 2006, le compte 65 n'enregistre plus que des subventions et participations de fonctionnement ; les subventions d'équipement étant désormais comptabilisées en investissement au chapitre 204.</i>			
014- Atténuation de charges (3)	18 122	17 945	-0,98%
<i>dont attribution de compensation (AC)</i>	16 410	16 138	-1,7%
<i>dont dotation de solidarité communautaire (DSC)</i>	1 711	1 807	+5,6%
<i>L'attribution de compensation a été modifiée consécutivement à l'intégration de la dette de l'Archipel.</i>			
66-intérêts	695	1 187	+70,8%
<i>Augmentation des frais financiers due à l'endettement nécessaire au financement des opérations d'équipement</i>			
67-charges exceptionnelles	678	939	+38,5%
<i>Reversement du produit des rôles supplémentaires 1999 de taxe professionnelle pour 438 K€ - seconde part.</i>			
Total fonctionnement	30 823	30 241	- 1,9%
Taux de réalisation	83,5%	98,2%	

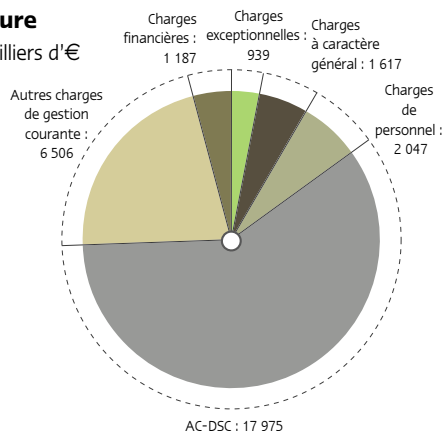
Dépenses de fonctionnement par activité

12 297 milliers d'€



Dépenses de fonctionnement par nature

30 241 milliers d'€

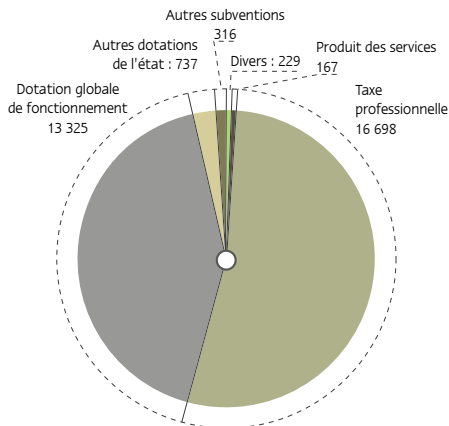


Les recettes de fonctionnement

Pour faire face aux charges de ses compétences, les principales ressources de la Communauté d'agglomération proviennent du produit de la taxe professionnelle unique et la dotation globale de fonctionnement de l'Etat.

Recettes de la section de fonctionnement

31 472 milliers d'€



Le tableau ci-dessous présente les grands postes de recettes en 2006.

Par chapitres en milliers d'€	CA 2005	CA 2006	2006/2005
70- produits de service <i>L'évolution est non significative : en 2005, ce compte enregistrait le remboursement du personnel de l'Archipel</i>	1 549	167	NS
73- impôts et taxes : taxe professionnelle (TP) <i>L'augmentation correspond essentiellement à l'évolution des bases de taxe professionnelle</i>	16 348	16 698	+2,1%
74- dotations et subventions <i>Ce poste enregistre une importante hausse de la Dotation Générale de Fonctionnement (+40%).</i>	13 176	14 379	+9,1%
013- atténuation de charges	115	110	-4,3%
75- autres produits	99	90	-9,1%
77-79- produits exceptionnels <i>Ces produits se composent essentiellement entre : - les cessions de terrains aux entreprises - les écritures de régularisations évoquées au compte 67</i>	260	139	-85,0%
Total fonctionnement	31 548	31 582	+ 0,1%
Taux de réalisation	99,5%	102,0%	

Dotation globale de fonctionnement

Le montant de la DGF hors dotation de compensation a été de 3 678 K€, soit un taux d'augmentation de 40% ou + 1 044 K€ par rapport à la DGF 2005.

Cette hausse résulte de la prise en compte par les services de l'Etat du produit de la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères 2005 dans le calcul du Coefficient d'intégration fiscale, ce qui illustre l'importance de ce coefficient pour maintenir (ou accroître) le niveau de cette dotation de l'Etat.

Taxe professionnelle unique

En 2000, la Communauté d'agglomération a voté un taux moyen pondéré de Taxe professionnelle unique de 19,05 % avec une durée d'harmonisation de 12 ans, soit 2011 ; ce taux a progressé de +0,67 % en 2006 pour s'établir à 19,32 %.

L'effort d'équipement

L'effort d'équipement consenti par la Communauté s'est élevé à près de 9 millions d'euros.

Les principales opérations d'investissement sont identifiées dans le budget par le biais d'opérations budgétaires spécifiques pour un montant total 2006 de 2 122 K€ dont :

- 1 288 K€ pour le développement et l'entretien programmé des zones d'activités,
- 834 K€ pour la réalisation de la Voir urbaine nord de Castres, des acquisitions foncières et d'importantes dépenses d'équipement.

Coefficient d'intégration fiscale	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Taux annuel (y.c. régularisations)	0,440110	0,417337	0,33535	0,308759	0,288991	0,219211	0,271886
Variation	/	-5,2%	-19,6%	-7,9%	-6,4%	-24,1%	+24,0%

Taxe professionnelle unique	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Taux annuel en %	19,05	19,05	19,05	19,05	19,15	19,19	19,32
Variation	/	-	-	-	+0,52%	+0,21%	+0,67%

Afin de soutenir des projets d'équipement portés par des tiers publics et privés (État, établissement publics et communes, entreprises...), la communauté d'agglomération verse des subventions

d'équipement (désormais retracées au compte 204 de la section d'investissement) dont le financement peut être assuré par emprunt. Le tableau ci-dessous présente les subventions versées en 2006.

Subventions d'équipement	En milliers d'€
- Participation à la rocade nord ouest de Castres,	6 080
- Participation à la section urbaine RN 124 Castres-Agout,	272
- Participation à la déviation de Saint-Alby,	258
- Participation aux constructions universitaires,	761
- Subvention à l'équipement des entreprises et aux particuliers,	276
- Participations à des travaux d'intérêt communautaire réalisés par des communes et autres établissements publics	135
Total	7 782

L'effort d'équipement de la communauté d'agglomération s'apprécie donc par la sommation des dépenses directes d'investissement et des subventions d'équipement.

Effort d'équipement en milliers d'€	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
1- Subventions d'équipement	51	748	1 610	3 895	2 043	847	7 782
2- Dépenses directes d'investissement	3 854	1 564	1 005	1 293	6 307	2 955	2 122
3- (1+2) Total	3 905	2 312	2 615	5 188	8 350	3 802	8 904

Le financement de l'équipement repose sur :

- des subventions dont la plupart ont pour essentiellement pour origine le Contrat de Plan Etat-Région, le contrat d'agglomération et le contrat Atout Tarn,
- le Fonds de compensation de la TVA (FCTVA),
- le recours à l'emprunt.

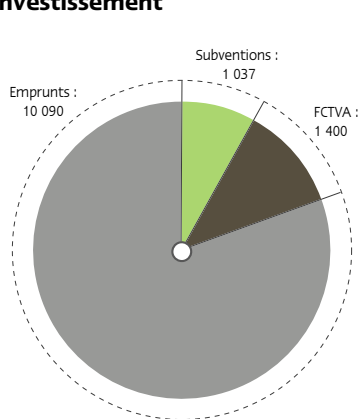
Financement de l'équipement en milliers d'€	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
CPER Etat-Région	-	-	-	5	48	1 097	124
Contrats d'agglomération & Atouts Tarn	-	-	-	-	-	135	772
Autres subventions	2 036	1 008	3	130	34	55	141
<i>Sous total des subventions</i>	<i>2 036</i>	<i>0</i>	<i>3</i>	<i>135</i>	<i>82</i>	<i>1 287</i>	<i>1 037</i>
FCTVA	10	-	-	174	361	891	1 400
Emprunts	1 853	2 592	-	5 713	7 068	2 647	10 090
Total des recettes (y.c. divers)	3 899	3 662	74	6 045	7 511	4 825	12 545

Si en 2006 comme en 2005, les aides allouées dans le cadre des politiques contractualisées par l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Conseil Général du Tarn marquent une progression certaine, l'emprunt constitue toujours pour la Communauté d'agglomération la ressource essentielle de financement de l'équipement.

Ces investissements réalisés se cumulent aux dépenses d'équipement et aux charges de remboursement du capital de la dette des budgets annexes pour un total de plus de 15 millions d'euros.

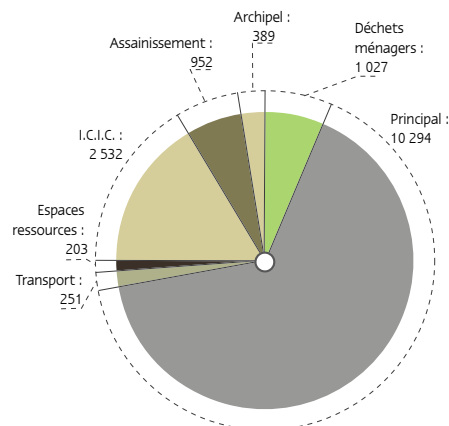
Recettes réelles d'investissement

en milliers d'€



Recettes d'investissement de l'ensemble des budgets

15 646 milliers d'€



La dette

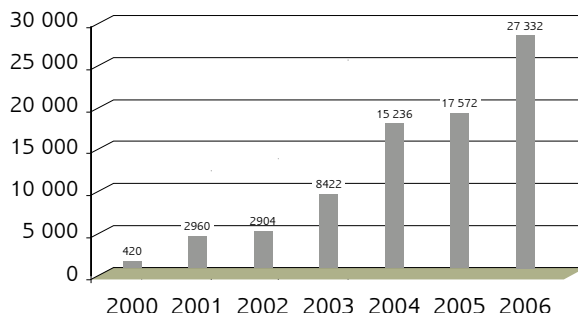
A l'exception de l'exercice 2000, le choix pour le financement des équipements a été de recourir le financement externe à travers l'emprunt. D'autre part, si une part importante de la dette liée aux équipements et moyens transférés a été conservée par les communes, certains emprunts ont bien été pris en charge au cours des derniers exercices par la communauté.

En 2006, l'évolution du stock de la dette réside dans les besoins propres de financement des opérations d'équipement menées par la Communauté d'agglomération.

Dettes du budget principal en milliers d'€	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Capital restant du net au 1/01	497	420	2 960	2 904	8 422	15 236	17 572
Capital remboursé	57	52	56	195	254	310	330
Capital emprunté	0	2 592	0	5 713	4 968	2 647	10 090
<i>Capital au 31/12 de l'année</i>	440	2 960	2 904	8 422	15 059	17 572	27 332
Intégration ou sortie de Dette	- 19	0	0	0	2 100	0	0
Total	420	2 960	2 904	8 422	15 236	17 572	27 332

Dettes en capital au 31/12

en milliers d'€



Cette dette est essentiellement une dette à taux fixe (93% de la dette).

Le compte administratif des budgets annexes

Les budgets annexes au nombre de 6, retracent les activités de 5 services à caractère industriel et commercial : les transports Libellus, l'immobilier d'entreprises, l'Espace Ressources, l'eau et l'assainissement, les déchets ménagers et l'activité d'un service administratif : la piscine-patinoire de L'Archipel

Le budget des transports Libellus

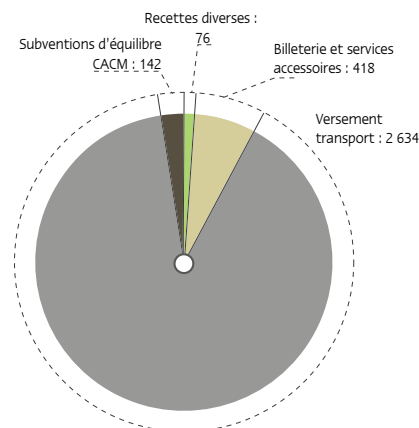
L'exercice 2006 a correspondu à une année d'activité sans modification notable des réseaux urbains que ce soit sur le pôle castrais ou sur le pôle mazamétain. Le financement de ce budget est assuré

par une participation du budget général et le versement Transport versé par les entreprises de plus de 9 salariés. En 2006, le produit du Versement Transport a progressé de 6,7%.

en milliers d'€	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Versement transport	-	1 831	1 950	1 900	1 993	2 469	2 634
Participation du budget principal	-	284	284	142	284	290	142

Les résultats 2006 présentent un excédent tant en exploitation qu'en investissement :

Régie Libellus en milliers d'€	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Résultat d'exploitation	+ 35	- 114	- 3	- 20	- 6	+ 162	+ 266



Budget des transports Libellus Recette d'exploitation

en milliers d'€

Au 31 décembre 2006, la dette du budget Libellus qui s'élève à 1 852 K€ est en réduction de 222 K€ par rapport à 2005.

Le budget de l'immobilier d'entreprise

Ce budget, qui regroupe l'ensemble des immeubles construits et/ou géré (en location simple sous forme d'hôtel tertiaire ou pépinière, en location acquisition) par la communauté d'agglomération, génère un chiffre d'affaire d'environ 510 K€. L'achèvement du nouvel hôtel d'entreprise « L'Arobase » sur la Causse Espace d'Entreprises a impliqué son intégration comptable dans ce budget.

Le budget de l'Espace Ressources

Ce budget permet de recenser les charges de gestion l'Espace Ressources du Causse occupé en location pour partie par les services de la Communauté d'agglomération, des organismes de développement économique et des entreprises hébergées en hôtel tertiaire. Le budget principal a contribué à l'équilibre de ce budget par une

Le budget présente un résultat d'exploitation excédentaire et une section d'investissement équilibrée.

Immobilier d'entreprise en milliers d'€	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Résultat d'exploitation	+ 29	+ 78	+ 83	+ 166	+235	+207	+176

Au 31 décembre 2006, la dette du budget ICIC qui s'élève à 1 932 K€ est en réduction de 169 K€ par rapport à 2005.

participation à hauteur de 138 K€. Le budget présente un résultat d'exploitation excédentaire et une section d'investissement équilibrée.

Espace ressources en milliers d'€	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Résultat d'exploitation	- 14	- 10	+ 21	0	+2	-4	0

Au 31 décembre 2006, la dette du budget Espace Ressources qui s'élève à 261 K€ est en réduction de 23 K€ par rapport à 2005.

Les budgets de l'eau et de l'assainissement

Ces budgets comptabilisent les coûts et les produits relatifs à la fourniture d'eau et à l'assainissement des eaux usées des bâtiments situés sur la zone du Causse. Le budget a présenté un résultat d'exploitation excédentaire et une section d'investissement équilibrée.

Le budget des déchets ménagers

Ce service public administratif identifie les charges et les produits directs de collecte et du traitement des ordures ménagères pour l'ensemble des communes membres de la Communauté d'agglomération. Le taux de la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) est voté selon 17 zones de collecte. Le budget présente un résultat global équilibré ; l'excédent de fonctionnement compensant le déficit d'investissement.

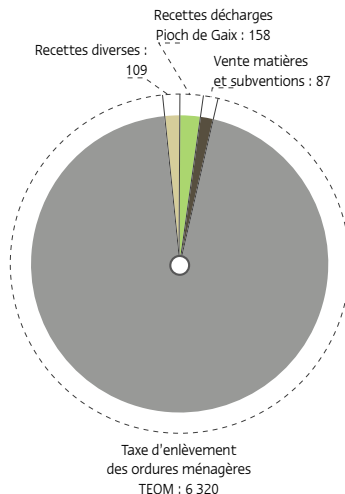
Déchets ménagers en milliers d'€	2004	2005	2006
Résultat de fonctionnement	+ 476	+ 569	+ 519

Le budget de la piscine-patinoire L'Archipel

Ce service public administratif dispose d'un budget annexe identifiant les charges et les produits directs de la piscine-patinoire. Le budget principal a contribué à l'équilibre de ce budget à hauteur de 1 279 K€ en 2006. D'importants travaux ont été engagés au cours de l'exercice pour la modernisation du restaurant en 2007.

Résultats d'exploitation en milliers d'€	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Eau	+ 7	+ 24	+ 31	+ 33	+39	+36	+36
Assainissement	+ 8	+ 36	+ 41	+ 35	+38	+40	+36

Nota : la gestion de l'eau et de l'assainissement sur la zone du Causse étant repris par la commune de Labruguière, les budgets eau et assainissement en l'état sont supprimés au 31 décembre 2006.



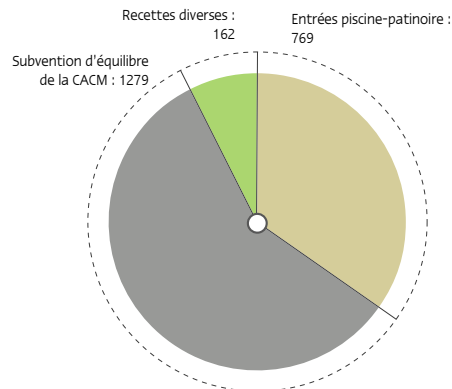
Budget des déchets ménagers : recettes de fonctionnement

en milliers d'€

Au 31 décembre 2006, la dette du budget Déchets ménagers qui s'élève à 1 420 K€ est en réduction de 190 K€ par rapport à 2005.

Budget de l'Archipel : recettes de fonctionnement

en milliers d'€



En 2006, le budget présente un résultat de fonctionnement excédentaire et une section d'investissement équilibrée. Ce résultat de fonctionnement est augmenté d'un remboursement d'assurance d'un montant de 140 K€.

Archipel en milliers d'€	2005	2006
Résultat de fonctionnement	+ 29	+ 347

Au 31 décembre 2006, la dette du budget Archipel qui s'élève à 3 595 K€ est en réduction de 128 K€ par rapport à 2005.

Le bilan

Éléments d'actif et de passif

La transformation du district en Communauté d'agglomération et l'intégration des compétences ont donné lieu à l'intégration dans la comptabilité communautaire d'immobilisations à l'actif et de dette au passif.

Le patrimoine communautaire comprend les matériels, terrains et équipements nécessaires à l'exercice de ses compétences. Les variations du montant de l'actif proviennent des subventions d'équipement versés à des tiers et immobilisées et des travaux sur les équipements communautaires : zones d'activités, équipements tels que L'Espace

Apollo, Lo Bolegason, moyens techniques de collecte des ordures ménagères... L'essentiel des mouvements au passif concerne les mouvements de la dette. L'évolution du stock de la dette dépend

des besoins propres de financement de la Communauté d'agglomération dans le cadre d'une gestion optimale de son niveau de trésorerie.

Mouvement sur actif (immobilisations) en milliers d'€	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Actif net au 31 décembre de l'année	6 680	29 644	36 467	42 593	51 517	55 898	68 444

Les mouvements de trésorerie

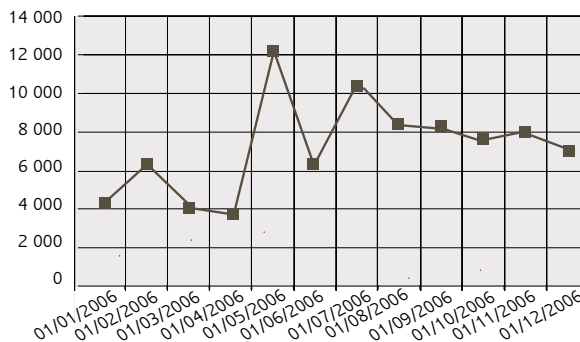
L'en-cours de trésorerie a varié de manière importante depuis 2000 tout en restant à un niveau élevé. En 2006, le niveau de trésorerie s'est accru en raison de l'effet cumulatif de la mobilisation des emprunts conformément aux termes des conventions pluriannuelles 2003-2008 réalisées avec les établissements bancaires et des retards des appels des participations à la réalisation des opérations sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat.

Cette situation a permis de ne pas avoir recours à l'utilisation de lignes de trésorerie.

Trésorerie - en milliers d'€	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
C/ 515 au 1 ^{er} janvier de l'année	1 662	6 043	3 641	1 597	3 951	2 460	4 304
C/ au 31 décembre de l'année	6 043	3 641	1 597	3 951	2 460	4 304	6 735

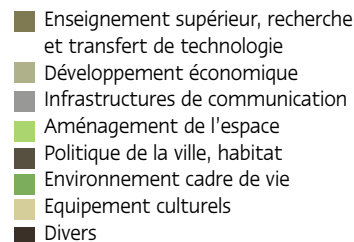
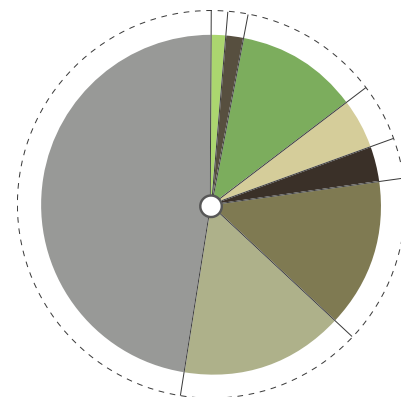
Évolution de la trésorerie

en milliers d'€



Les subventions et participations

1 - Enseignement Supérieur, recherche et transfert de technologie	1 015 681
Syndicat Mixte IUT Castres Tarn	997 181
Association CRITT DIAC	18 500
2 - Développement économique	1 315 566
Extension Sté Benne	46 000
Implantation Devoteam Outsourcing	230 000
SEM 81 / Zone d'activité du Causse	351 200
Castres-Mazamet Technopole	10 000
Incubateur Midi-Pyrénées	
CCI Castres Mazamet - Déficit ligne Castres-Lyon	36 777
CCI Castres Mazamet - Déficit ligne Castres-Paris	310 126
Synd.Mixte Aéroport Régional Castres-Mazamet	72 366
Intermédiatusud	137 540
IT Média II	50 000
Mission Locale du Tarn Sud	61 756
Office Municipal Jeunesse / Bureau Information Jeunesse	1 415
3 - Infrastructures de communication	6 719 270
Etat - Rocade de Castres	6 080 400
Etat - Castres-Soual	272 431
Etat - Déviation Saint-Alby	258 000
Commune de Lagarrigue - Voirie Pioch de Gaix	108 439
4 - Aménagement de l'espace	68 548
Syndicat Mixte du SCoT	7 397
Association du Pays d'Autan	41 594
Agence Urbanisme Agglomération Toulousaine	19 557
5 - Politique de la ville, habitat	73 433
Au fil des jours	4 000
De fil en aiguille	2 000
Destination mobilité emploi	2 400
Foyer protestant de Corporal	3 600
Hémisphère Tarn solidarité	2 000
Institut Environnement Tarn (CPIE)	2 000
Mission Locale Castres Tarn Sud	10 000
Point malin	5 000
Régate	2 000
Relais 81	8 000
Régie de quartier d'Aillot-Bisséous	9 000
OPAH - Aide 5% habitat	23 433
6 - Environnement cadre de vie	946 985
Syndicat Mixte Rivière Thoré Agoût	48 133
Syndicat Mixte Rivière Thoré Agoût - PPI	25 814
Syndicat Mixte TRIFYL	806 828
Observatoire Régional de l'air en Midi-Pyrénées (ORAMIP)	11 832
Fédération Départ.CUMA Tarn- Collecte plastique agricoles	300
Association secours aux animaux Mazamet-Aussillon	22 200
Association Castraise protectrice des animaux	31 878
7 - Equipements culturels	208 700
Action Cinématographique du Tarn - Cinéma Apollo	61 000
Lo Bolegason	147 700
8 - Divers (Comité des Œuvres Sociales, mutuelle ...)	75 410





agglomération Castres-Mazamet